

n'était que juste. Après tout, cette ressource appartenait bien au peuple, et le peuple avait droit à une partie de cette ressource. Nous n'y avons vu aucune objection. Ce sont au contraire les amis américains du député qui, par intimidation, ont forcé le gouvernement à reculer sur cette mesure. Autrement dit, le gouvernement a cédé aux Américains sur ce point parce que cela déplaisait à ces derniers que leurs sociétés pétrolières aient à subir cette rétroparticipation à 25 p. 100 de la part du gouvernement fédéral.

Quant au prix exact, il doit être négocié. C'est aussi simple que ça. J'invite le député à consulter l'Accord de l'Ouest. Il y verra à l'article 9 une disposition permettant aux gouvernements provinciaux et fédéral de se consulter pour négocier un tel prix.

M. Gagnon: Monsieur le Président, maintenant qu'il a proposé un prix quelconque, le député nous dirait-il pour commencer comment il sera financé et, deuxièmement, comment il sera respecté étant donné les 630,000 barils par jour qui sont exportés aux États-Unis? Le producteur ne vendra pas son pétrole à ce marché-là s'il peut le vendre sur le marché canadien, mais le marché américain absorbe les trois huitièmes de notre production.

M. Waddell: Monsieur le Président, les exportations posent un problème. Il y a des moyens de le contourner. Le producteur pourrait, premièrement, écouler de plus grandes quantités au Canada, mais cela ne réglerait pas tout le problème. Un autre moyen serait de négocier un accord avec les États-Unis. Une taxe réciproque export-import s'appliquerait au pétrole de façon que nos deux pays aient le même système. Le troisième moyen, très franchement, serait d'exporter le pétrole à des prix inférieurs. Les coûts seraient partagés. Le consommateur canadien en assumerait en fait une partie.

M. Gagnon: Comment?

M. Waddell: Il paierait l'essence plus cher, bien honnêtement. Ce n'est pas déraisonnable. Le prix de détail baisserait quand même puisque la réduction n'a pas été aussi forte qu'elle aurait pu l'être. Le consommateur ne subirait aucune augmentation du prix de détail, mais il paierait plus cher que le prix d'un marché totalement libre.

N'est-ce pas ce qui s'est produit dans le cadre du Programme énergétique national? Les consommateurs ont été avantagés à la pompe aux dépens des producteurs albertains. Nous voulons une situation qui soit juste pour les consommateurs et les producteurs. C'est ce qui fait la grandeur du Canada et il est possible d'y arriver.

La difficulté, c'est que le député admire sans réserve un prétendu marché libre qui n'est pas libre du tout. C'est un marché mondial dérégulé que les Saoudiens manipulent à leur guise. En terminant, je dirai au député que, selon un sondage d'opinions effectué dans sa propre province, une minorité importante, voire presque une majorité d'Albertains, sont favorables à un système de ce genre.

M. Mantha: Monsieur le Président, je suis partisan de l'entreprise privée. Je possède une affaire...

M. Nunziata: Sans blague!

M. Mantha: Ce n'est pas un puits de pétrole que j'ai, mais un terrain de golf. Je voudrais demander au député s'il est partisan d'une moins grande intervention du gouvernement. J'ai toujours cru que le gouvernement était là pour gouverner.

Les subsides

Le député estime-t-il que le gouvernement doit utiliser l'argent des contribuables ainsi qu'il l'a fait dans le cas de Petro-Canada? Nous ignorons toujours combien Petro-Canada a coûté. Devrions-nous mettre Petro-Canada en vente et offrir des actions, de façon que les Canadiens puissent toucher les dividendes? Le député a déclaré dans son exposé que les Canadiens ne recevaient pas d'argent en retour. S'ils détenaient les actions de Petro-Canada, ils demeureraient propriétaires de cette société. Ils toucheraient des dividendes, rendant ainsi le système plus adapté et plus concurrentiel. Le député estime-t-il que le gouvernement devrait acheter un plus grand nombre de ces entreprises?

● (1620)

M. Waddell: A mon avis, monsieur le Président, le gouvernement devrait se servir de Petro-Canada comme d'un instrument de sa politique. Au cours de mon exposé, j'ai déclaré que Petro-Canada devrait figurer parmi les premières sociétés pétrolières à faire bénéficier les consommateurs canadiens d'un meilleur prix, ce qu'il ne fait pas. Ainsi, j'aimerais que Petro-Canada examine l'écart qui existe entre les prix payés dans le nord de l'Ontario où habite le député et les bas prix payés à Toronto. Le député devrait se rendre compte que le consommateur ordinaire ou le simple quidam a besoin d'un ami. Il ne le trouvera certes pas chez les membres de l'OPEP, chez Exxon ou les autres grandes multinationales du pétrole. Seul le gouvernement exerce le pouvoir et peut faire quelque chose pour lui.

[Français]

L'hon. Bob Layton (ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, il me fait plaisir cet après-midi de prendre la parole dans cette Chambre pour participer à ce débat sur l'énergie à la place de ma collègue, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{me} Carney).

Cette ministre a démontré ses qualifications de leadership, de négociation, d'appréciation des complexités de notre pays avec ses réalisations magnifiques au cours des 15 derniers mois.

[Traduction]

À force de patience et de bonne volonté, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a réussi à améliorer les relations fédérales-provinciales. Mais surtout, elle a redonné confiance au secteur énergétique afin que nous puissions obtenir des emplois grâce aux investissements réalisés dans ce secteur.

La motion mal conçue que nous étudions qualifie de désastreuse la politique énergétique du gouvernement. C'est une épithète que nous avons déjà entendue. C'est celle que les investisseurs, les gouvernements des provinces et, en fait, ceux du monde entier accolaient au Programme énergétique national. C'est le parti libéral, qui propose la motion d'aujourd'hui, qui a conçu ce programme et l'a infligé au Canada.

Il y a six ans, nous étions en pleine crise du pétrole. En 1979, la guerre entre l'Iran et l'Iraq s'était traduite par une baisse importante de la production du Moyen-Orient, ce qui avait entraîné une escalade des prix. Le gouvernement de l'heure, qui occupe maintenant la place qui lui revient, dans l'opposition, a été en proie à l'hystérie que nous constatons aujourd'hui dans les rangs des libéraux. Sans crier gare, il a sorti une politique qui a paralysé l'industrie canadienne du pétrole et du gaz et dressé les régions du pays les unes contre les autres. Le